Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 736

Artikel: Néologisme politique : avec le préfixe "dés" et le suffixe "tion"
Autor: Gavillet, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017034

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

NÉOLOGISME POLITIQUE

Avec le préfixe «dés» et le suffixe «tion»

Lendemain des élections européennes. Au journal du matin d'Europe 1, Mme Veil et M. Jospin apportent leurs commentaires. On écoute sans excessive curiosité cet exercice où les protagonistes s'efforcent de prouver qu'ils se sont réveillés sans gueule de bois.

Mais voilà qu'un bref échange en dit plus long!
M. Jospin, ayant replacé les élections dans leur cadre européen, souligne l'avance des travaillistes anglais. Mme Veil conteste cet exemple, affirmant, à tort ou à raison, que les travaillistes, il y a quatre ans, avaient donné un mot d'ordre d'abstention. Peu importe, d'ailleurs. Puis elle a cette remarque: «Vous faites de la désinformation.» D'où la réaction du socialiste: «Pourquoi ce mot? Contentez-vous de dire que c'est inexact ou que j'ai tort!»
Cette réplique vaut un discours.

Désinformation est un néologisme. Il signifie que les faits inexacts ou déformés sont mis intentionnellement en circulation dans le but de brouiller les cartes chaque fois que cela est souhaité (sous-entendu: par les services étrangers spécialisés). Dès lors l'erreur cesse d'être anodine; le coup de pouce aux faits n'est plus une tromperie verbale de conteur, d'orateur, mais devient la petite pierre et la preuve d'un grand complot. Le banal cesse de l'être. Il a un deuxième sens. Il renvoie (avec Majuscule, Messieurs) au Grand Manipulateur.
Mme Veil n'en est pas à ce délire d'interprétation. Probable toutefois qu'elle fréquente trop quelque nouveau philosophe. Mais le procédé n'est pas sans danger: la désinformation prétendument débusquée et dénoncée conduit vite à un néo-maccarthysme.

Le procédé a aussi une fonction politique. Jamais le parti communiste n'a été si faible en Europe et en France; il est descendu, outre-Jura, en dessous de son mauvais score de 1932, qui correspondait pourtant à une sanction de sa ligne ultra-dure, où les sociaux-démocrates étaient vilipendés comme social-fascistes, où le PCF ne craignait pas d'assumer le rôle de «l'homme au couteau entre les dents».
Aujourd'hui, le PCF n'a plus de couteau, ni de dents. Pour faire peur, il faut donc faire croire à un réseau invisible de tireurs des ficelles de l'opinion; on maintient de la sorte en état d'alerte; on laisse entendre que la liberté et les libertés sont en danger.
Même en Suisse, stable, solide, voire un peu sclérosée, on dénonce, à chaque initiative, une volonté de déstabilisation, sous-entendu: selon un plan conçu dans l'ombre.
Vous désinformez, vous déstabilisez, donc vous complotez.

A. G.

RITUEL ANNUEL

Plus d'Etat agricole

A chaque printemps, l'Union suisse des paysans (USP), domiciliée à Brugg/Argovie, présente son cahier de revendications au Conseil fédéral. On y parle régulièrement de manque à gagner pour les exploitations de plaine, de grave déficit pour l'agriculture de montagne, de l'urgente nécessité de colmater les dernières brèches dans le mur de la protection douanière. Suivent toute une série de revendications produit par produit, en vue d'obtenir une augmentation du prix à la production, de la surface cultivée, du prélèvement à la frontière ou d'une subvention quelconque.
Le scénario habituel prévoit ensuite, dans l'ordre chronologique: la vive déception de l'Union des producteurs suisses (UPS), la réunion de diverses commissions consultatives fédérales, les manœuvres de coulisses et autres ballets dans les vestibules du Département fédéral de l'économie publique, enfin la décision, du genre poire coupée en deux, prise par le Conseil fédéral aux alentours du 20 juin.
Nous venons de vivre la suite et fin de ce phénomène saisonnier: moue plus ou moins prononcée des «paysans de Brugg», re-déception plus ou moins virulente des «dissidents» de l'UPS et réactions plus ou moins mitigées des organisations de consommateurs, qui réclament la qualité en considérant comme acquis le miracle de la quantité.
Dans tout ce rituel, la gauche ne joue pratiquement aucun rôle. A relever tout juste la présence d'un représentant des travailleurs dans les commissions ad hoc (c'est d'ailleurs toujours le même, Benno Hardmeier, «le» spécialiste agricole de l'Union syndicale). Rien du côté politique, sinon un flottement chez les socialistes en raison du nouveau «programme agricole», qui insécurise passablement ceux qui le connaissent et dérange encore davantage ceux qui l'ignorent. Bref, un ange à millions passe, dans l'indifférence même pas gênée de ceux-là même qui s'accrochent à des fractions de pour-cent quand il s'agit de compensation du renchérissement pour les salariés non agricoles.
Et pourtant, il y aurait passablement à (re)dire.

En général d'abord, sur la méthode. Masochisme ou générosité, la Confédération contribue largement à payer l'établissement des bases de calcul du «revenu équitable» qu'elle devra ensuite assurer — aux frais des contribuables ou des consommateurs — aux paysans du pays. Pas mal joué de la part du lobby agricole, qui a comme on sait grande influence aux Chambres fédérales.